



CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 28 JUILLET 2011

COMPTES CONSOLIDÉS RÉSUMÉS DU SEMESTRE CLOS LE 30 JUIN 2011

Sommaire

Page

COMPTES DE RESULTAT CONSOLIDES	4
ETATS DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	5
BILANS CONSOLIDES	6
TABLEAUX DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES	7
VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	9
ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES RESUMES	10
1 PRINCIPALES REGLES ET METHODES COMPTABLES DU GROUPE	10
1.1 DECLARATION DE CONFORMITE ET REFERENTIEL COMPTABLE DU GROUPE	10
1.2 PRINCIPES COMPTABLES DU 1 ^{ER} SEMESTRE 2011	11
1.3 METHODES D'EVALUATION SPECIFIQUES AUX ARRETES INTERMEDIAIRES	11
1.4 JUGEMENTS ET ESTIMATIONS DE LA DIRECTION	11
1.5 SAISONNALITE DE L'ACTIVITE	12
2 COMPARABILITE DES EXERCICES	12
2.1 IFRS 5 « ACTIFS NON COURANTS DETENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITES ABANDONNEES »	12
2.2 PRESENTATION DES ACTIVITES D'OPTIMISATION D'ACHATS ET VENTES D'ENERGIE DE SPE	12
2.3 IMPACT SUR LE COMPTE DE RESULTAT DU 1 ^{ER} SEMESTRE 2010	13
2.4 IMPACT SUR LE TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE DU 1 ^{ER} SEMESTRE 2010	14
3 EVOLUTIONS REGLEMENTAIRES EN FRANCE	15
3.1 LOI NOME	15
3.2 CSPE	15
4 EVENEMENTS ET TRANSACTIONS SIGNIFICATIFS SURVENUS AU COURS DU 1^{ER} SEMESTRE 2011	15
4.1 CESSIION DE LA PARTICIPATION DANS ENBW	15
4.2 OFFRE PUBLIQUE ALTERNATIVE SIMPLIFIEE D'ACHAT OU D'ECHANGE (OPAES) SUR EDF ENERGIES NOUVELLES	16
4.3 PROVISION POUR RISQUES ENREGISTREE AU 31 DECEMBRE 2010 CONCERNANT LES ACTIVITES DU GROUPE EN ITALIE	16
4.4 ACCIDENT NUCLEAIRE SURVENU DANS LA CENTRALE DE FUKUSHIMA AU JAPON	17
5 EVOLUTIONS DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION	17
6 INFORMATION SECTORIELLE	17
6.1 AU 30 JUIN 2011	17
6.2 AU 30 JUIN 2010	17
7 EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	18
7.1 AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS	18
7.2 PROLONGATION DU TARTAM – LOI DU 7 JUIN 2010	18
8 PERTES DE VALEURS	18
9 AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION	19
10 RESULTAT FINANCIER	19
10.1 EFFET DE L'ACTUALISATION	19
11 IMPOTS SUR LES RESULTATS	19
12 GOODWILL	19
13 IMMOBILISATIONS	20
14 PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES	21
14.1 RTE EDF TRANSPORT	21
15 ACTIFS FINANCIERS COURANTS ET NON COURANTS	22
15.1 REPARTITION COURANT / NON COURANT DES ACTIFS FINANCIERS	22
15.2 DETAIL DES ACTIFS FINANCIERS	22
16 AUTRES DEBITEURS	23
17 ACTIFS ET PASSIFS DETENUS EN VUE DE LEUR VENTE	23

18	CAPITAUX PROPRES.....	23
18.1	CAPITAL SOCIAL	23
18.2	ACTIONS PROPRES	23
18.3	DISTRIBUTIONS DE DIVIDENDES	23
18.4	VARIATIONS DE JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS	24
19	PROVISIONS.....	25
19.1	REPARTITION COURANT / NON COURANT DES PROVISIONS	25
19.2	PROVISIONS POUR AVAL DU CYCLE NUCLEAIRE, POUR DECONSTRUCTION ET DERNIERS CŒURS	25
19.3	PROVISIONS POUR AVAL DU CYCLE NUCLEAIRE, POUR DECONSTRUCTION ET DERNIERS CŒURS D'EDF EN FRANCE	26
19.4	AVANTAGES DU PERSONNEL	27
19.5	AUTRES PROVISIONS ET PASSIFS EVENTUELS	27
20	PASSIFS SPECIFIQUES DES CONCESSIONS DE DISTRIBUTION PUBLIQUE D'ELECTRICITE EN FRANCE SUR BIENS EXISTANTS ET SUR BIENS A RENOUVELER.....	28
21	PASSIFS FINANCIERS COURANTS ET NON COURANTS	29
21.1	REPARTITION COURANT / NON COURANT DES PASSIFS FINANCIERS	29
21.2	EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	29
21.3	ENDETTEMENT FINANCIER NET	30
22	AUTRES CREDITEURS.....	30
23	ENGAGEMENTS HORS BILAN.....	30
23.1	ENGAGEMENTS DONNES	30
23.2	ENGAGEMENTS REÇUS	31
24	COMPOSITION DU PORTEFEUILLE D'ACTIFS DEDIES D'EDF.....	32
25	PARTIES LIEES	32
26	EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	33
26.1	EPR DE FLAMANVILLE	33
26.2	EDISON – RENEGOCIATION DES CONTRATS D'APPROVISIONNEMENT EN GAZ NATUREL AVEC PROMGAS	33
26.3	ACCORD TECHNIQUE ET COMMERCIAL ENTRE EDF ET AREVA	33
26.4	DALKIA SIGNE LE 26 JUILLET 2011 UN ACCORD PRELIMINAIRE D'ACHAT SUR 85% DES PARTS DE SPEC	33

Comptes de résultat consolidés

(en millions d'euros)	Notes	S1 2011	S1 2010 ⁽¹⁾
Chiffre d'affaires		33 464	33 538
Achats de combustible et d'énergie		(14 964)	(13 273)
Autres consommations externes		(4 483)	(4 734)
Charges de personnel		(5 479)	(5 707)
Impôts et taxes		(1 511)	(1 702)
Autres produits et charges opérationnels		1 589	1 700
Prolongation du TaRTAM – Loi du 7 juin 2010		-	(265)
Excédent brut d'exploitation	7	8 616	9 557
Variations nettes de juste valeur sur instruments dérivés Energie et Matières Premières hors activités de trading		(28)	61
Dotations aux amortissements		(3 131)	(3 621)
Dotations nettes aux provisions pour renouvellement des immobilisations en concession		(208)	(251)
(Pertes de valeur) / reprises	8	(269)	(1)
Autres produits et charges d'exploitation	9	276	(1 060)
Résultat d'exploitation		5 256	4 685
Coût de l'endettement financier brut		(1 107)	(1 295)
Effet de l'actualisation	10.1	(1 524)	(1 573)
Autres produits et charges financiers		821	641
Résultat financier	10	(1 810)	(2 227)
Résultat avant impôts des sociétés intégrées		3 446	2 458
Impôts sur les résultats	11	(977)	(1 111)
Quote-part de résultat net des entreprises associées	14	259	93
Résultat net des activités en cours de cession		-	386
Résultat net consolidé		2 728	1 826
<i>Dont résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle</i>		174	167
Résultat net des activités poursuivies		174	148
Résultat net des activités en cours de cession		-	19
<i>Dont résultat net - part du Groupe</i>		2 554	1 659
Résultat net des activités poursuivies		2 554	1 292
Résultat net des activités en cours de cession		-	367
Résultat net part du Groupe par action :			
Résultat par action en euro		1,38	0,90
Résultat dilué par action en euro		1,38	0,90
Résultat par action des activités poursuivies en euro		1,38	0,70
Résultat dilué par action des activités poursuivies en euro		1,38	0,70

(1) Les données publiées au titre du 1^{er} semestre 2010 ont été retraitées de l'impact lié à l'application de la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » et du changement de présentation des activités d'optimisation de SPE (voir note 2).

Etats du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

(en millions d'euros)	Notes	S1 2011	S1 2010 ⁽¹⁾
Résultat net consolidé		2 728	1 826
Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente ⁽²⁾	18.4.1	(172)	31
Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente transférée en résultat ⁽³⁾		(194)	(75)
Variation de juste valeur des instruments financiers de couverture ⁽⁴⁾	18.4.2	161	(478)
Variation de juste valeur des instruments financiers de couverture transférée en résultat		309	20
Différences de conversion		(1 227)	2 716
Impôts ⁽⁵⁾		76	(150)
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		(1 047)	2 064
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		1 681	3 890
dont part du Groupe		1 628	3 484
Part du Groupe des activités poursuivies		1 628	3 018
Part du Groupe des activités en cours de cession		-	466
dont part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		53	406
Part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle des activités poursuivies		53	387
Part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle des activités en cours de cession		-	19

(1) Les données publiées au titre du 1^{er} semestre 2010 ont été retraitées de l'impact lié à l'application de la norme IFRS 5 (voir note 2).

(2) Dont (172) millions d'euros en part du Groupe au 1^{er} semestre 2011 (29 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010).

(3) Dont (147) millions d'euros liés à la cession d'EnBW au 1^{er} semestre 2011.

(4) Dont 130 millions d'euros en part du Groupe au 1^{er} semestre 2011 ((448) millions d'euros au 1^{er} semestre 2010).

(5) Les impôts de décomposent comme suit :

(en millions d'euros)	S1 2011	S1 2010
Effets d'impôts sur variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente	66	(1)
Effets d'impôts sur variation de juste valeur des instruments financiers de couverture	10	(149)
Total	76	(150)

Bilans consolidés

ACTIF (en millions d'euros)	Notes	30.06.2011	31.12.2010
Goodwill	12	11 171	12 028
Autres actifs incorporels		4 290	4 616
Immobilisations en concessions de distribution publique d'électricité en France	13	44 464	43 905
Immobilisations en concessions des autres activités	13	6 043	6 027
Immobilisations de production et autres immobilisations corporelles du domaine propre	13	56 826	57 268
Participations dans les entreprises associées	14	7 903	7 854
Actifs financiers non courants	15	24 387	24 921
Impôts différés		1 782	2 125
Actif non courant		156 866	158 744
Stocks		12 723	12 685
Clients et comptes rattachés		18 430	19 524
Actifs financiers courants	15	17 923	16 788
Actifs d'impôts courants		507	525
Autres débiteurs	16	10 944	9 319
Trésorerie et équivalents de trésorerie		5 693	4 829
Actif courant		66 220	63 670
Actifs détenus en vue de leur vente	17	152	18 145
TOTAL DE L'ACTIF		223 238	240 559
CAPITAUX PROPRES ET PASSIF (en millions d'euros)	Notes	30.06.2011	31.12.2010
Capital	18	930	924
Réserves et résultats consolidés		30 387	30 393
Capitaux propres – part du Groupe		31 317	31 317
Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle		4 086	5 586
Total des capitaux propres		35 403	36 903
Provisions pour aval du cycle nucléaire		16 964	17 000
Provisions pour déconstruction et pour derniers cœurs		19 626	19 383
Provisions pour avantages du personnel		11 964	11 745
Autres provisions		1 399	1 337
Provisions non courantes	19.1	49 953	49 465
Droits des concédants sur les biens en concessions de distribution publique d'électricité en France existants	20	20 449	20 318
Droits des concédants sur les biens en concessions de distribution publique d'électricité en France à renouveler	20	21 303	20 843
Passifs financiers non courants	21.1	39 303	40 646
Autres créditeurs	22	4 961	4 965
Impôts différés		4 308	4 894
Passif non courant		140 277	141 131
Provisions	19.1	3 903	5 010
Fournisseurs et comptes rattachés		10 990	12 805
Passifs financiers courants	21.1	12 958	12 766
Dettes d'impôts courants		635	396
Autres créditeurs	22	19 056	18 674
Passif courant		47 542	49 651
Passifs liés aux actifs détenus en vue de leur vente	17	16	12 874
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DU PASSIF		223 238	240 559

Tableaux de flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)	Notes	S1 2011	S1 2010 ⁽¹⁾
Opérations d'exploitation :			
Résultat avant impôt des sociétés intégrées		3 446	2 458
Pertes de valeur (reprises)		269	1
Amortissements, provisions et variations de juste valeur		3 297	5 207
Produits et charges financiers		661	863
Dividendes reçus des entreprises associées		290	58
Plus ou moins-values de cession		(409)	1
Variation du besoin en fonds de roulement		(1 519)	836
Flux de trésorerie nets générés par l'exploitation		6 035	9 424
Frais financiers nets décaissés		(1 007)	(1 124)
Impôts sur le résultat payés		(582)	(1 135)
Flux de trésorerie nets générés par les activités opérationnelles		4 446	7 165
Opérations d'investissement :			
Acquisitions / cessions de sociétés sous déduction de la trésorerie (acquise / cédée) ⁽²⁾		3 708	137
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles		(4 883)	(5 728)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		78	77
Variations d'actifs financiers		(1 132)	(3 045)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement		(2 229)	(8 559)
Opérations de financement :			
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle ⁽³⁾		(1 233)	(185)
Dividendes versés par EDF	18.3	(1 068)	(1 109)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle		(171)	(84)
Actions propres	18.2	(6)	(9)
Flux de trésorerie avec les actionnaires		(2 478)	(1 387)
Emissions d'emprunts		2 228	5 484
Remboursements d'emprunts		(1 943)	(4 154)
Augmentation des passifs spécifiques des concessions		93	105
Subventions d'investissement		22	51
Autres flux de trésorerie liés aux activités de financement		400	1 486
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement		(2 078)	99
Flux de trésorerie des activités poursuivies		139	(1 295)
Flux de trésorerie des activités en cours de cession		-	477
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		139	(818)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		5 567	6 982
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		139	(818)
Incidence des variations de change		(76)	182
Produits financiers sur disponibilités et équivalents de trésorerie		17	12
Incidence des autres reclassements		46	17
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture ⁽⁴⁾		5 693	6 375

(1) En application de la norme IFRS 5, la variation nette de trésorerie des activités en cours de cession est présentée sur une ligne distincte du tableau de flux de trésorerie pour les périodes présentées. L'impact de l'application d'IFRS 5 sur les données publiées en 2010 est présenté en note 2.

(2) L'effet de la cession de la participation dans EnBW sur le 1^{er} semestre 2011 s'élève à 3,8 milliards d'euros (règlement de 4,5 milliards d'euros net de la trésorerie cédée pour 0,7 milliard d'euros).

(3) Apports par augmentations ou réductions de capital et acquisitions d'intérêts complémentaires dans des sociétés contrôlées.

Sur le 1^{er} semestre 2011, les acquisitions d'intérêts complémentaires dans le cadre de l'offre publique alternative simplifiée d'achat ou d'échange relative aux titres d'EDF Energies Nouvelles représentent un montant de 1 292 millions d'euros, dont 1 045 millions d'euros relatifs à la part en numéraire et 247 millions d'euros relatifs à la part en titres via le programme de rachat d'actions EDF associé (voir notes 4.2 et 18.2)

GROUPE EDF - COMPTES CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2011

(4) La variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie se répartit comme suit :

(en millions d'euros)	Activités poursuivies	Activités en cours de cession	Total
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1^{er} janvier 2010	6 429	553	6 982
Flux de trésorerie nets générés par les activités opérationnelles	7 165	634	7 799
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement	(8 559)	(152)	(8 711)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	99	(5)	94
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(1 295)	477	(818)
Incidence des variations de change	179	3	182
Produits financiers sur disponibilités et équivalents de trésorerie	10	2	12
Incidence des autres reclassements	(15)	32	17
Dividendes versés par les activités en cours de cession	170	(170)	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 30 juin 2010	5 478	897	6 375
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1^{er} janvier 2011	4 829	738	5 567
Flux de trésorerie nets générés par les activités opérationnelles	4 446	-	4 446
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement	(2 229)	-	(2 229)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	(2 078)	-	(2 078)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	139	-	139
Incidence des variations de change	(76)	-	(76)
Produits financiers sur disponibilités et équivalents de trésorerie	17	-	17
Incidence des autres reclassements	46	-	46
Sortie de la trésorerie des activités en cours de cession	738	(738)	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 30 juin 2011	5 693	-	5 693

Variations des capitaux propres consolidés

La variation des capitaux propres du 1^{er} janvier au 30 juin 2011 se présente comme suit :

(en millions d'euros)	Capital	Réserves consolidées et résultat	Actions propres	Différences de conversion	Ecarts de réévaluation à la juste valeur des instruments financiers ⁽¹⁾	Capitaux propres part du Groupe	Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
Capitaux propres au 31.12.2010	924	29 469	(19)	543	400	31 317	5 586	36 903
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	(1 074)	148	(926)	(121)	(1 047)
Résultat	-	2 554	-	-	-	2 554	174	2 728
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	2 554	-	(1 074)	148	1 628	53	1 681
Augmentation de capital d'EDF ⁽²⁾	6	300	-	-	-	306	-	306
Dividendes distribués	-	(1 068)	-	-	-	(1 068)	(189)	(1 257)
Achats / ventes d'actions propres	-	-	(252)	-	-	(252)	-	(252)
Autres variations ⁽³⁾	-	(614)	-	-	-	(614)	(1 364)	(1 978)
Capitaux propres au 30.06.2011	930	30 641	(271)	(531)	548	31 317	4 086	35 403

- (1) Les variations correspondent aux effets des évaluations en valeur de marché, aux transferts en résultat de la variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente ainsi qu'aux effets des évaluations en valeur de marché des instruments financiers de couverture et aux montants transférés en résultat au titre du recyclage pour les contrats dénoués. Ces variations sont détaillées dans l'état du résultat net des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.
- (2) L'augmentation de capital d'EDF ainsi que l'augmentation des achats d'actions propres observées au 1^{er} semestre 2011 sont liées à l'offre publique alternative simplifiée d'achat ou d'échange relative aux titres d'EDF Energies Nouvelles (voir note 4.2).
- (3) Les autres variations – part du Groupe et attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle - intègrent respectivement pour (688) millions d'euros et (764) millions d'euros les effets de l'acquisition des intérêts minoritaires d'EDF Energies Nouvelles. Les autres variations de capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle incluent également les effets de la sortie d'EnBW à hauteur de (519) millions d'euros.

La variation des capitaux propres du 1^{er} janvier au 30 juin 2010 se présente comme suit :

(en millions d'euros)	Capital	Réserves consolidées et résultat	Actions propres	Différences de conversion	Ecarts de réévaluation à la juste valeur des instruments financiers ⁽¹⁾	Capitaux propres part du Groupe	Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2010	924	30 627	26	(1 320)	(366)	29 891	4 776	34 667
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	2 449	(624)	1 825	239	2 064
Résultat	-	1 659	-	-	-	1 659	167	1 826
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	1 659	-	2 449	(624)	3 484	406	3 890
Dividendes distribués	-	(1 109)	-	-	-	(1 109)	(108)	(1 217)
Achats / ventes d'actions propres	-	-	(9)	-	-	(9)	-	(9)
Autres variations ⁽²⁾	-	73	(36)	(10)	(6)	21	500	521
Capitaux propres au 30.06.2010	924	31 250	(19)	1 119	(996)	32 278	5 574	37 852

- (1) Les variations correspondent aux effets des évaluations en valeur de marché, aux transferts en résultat de la variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente ainsi qu'aux effets des évaluations en valeur de marché des instruments financiers de couverture et aux montants transférés en résultat au titre du recyclage pour les contrats dénoués. Ces variations sont détaillées dans l'état du résultat net des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.
- (2) Les autres variations attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle incluent un montant de 595 millions d'euros relatifs aux actionnaires minoritaires de SPE.

Annexe aux comptes consolidés résumés

Electricité de France (EDF ou la « Société ») est une société anonyme de droit français, domiciliée en France.

Le groupe EDF est un énergéticien intégré présent sur l'ensemble des métiers de l'énergie : la production, le transport, la distribution, la commercialisation et le négoce d'énergies.

Les comptes consolidés résumés de la Société pour le semestre écoulé au 30 juin 2011 comprennent les comptes des sociétés contrôlées de manière exclusive, directement ou indirectement, par la Société et ses filiales consolidées par intégration globale, les comptes des sociétés contrôlées conjointement (co-entreprises) consolidées par intégration proportionnelle ainsi que les comptes des sociétés dans lesquelles la Société exerce une influence notable (entreprises associées) consolidées par mise en équivalence. L'ensemble économique est désigné comme le « Groupe ».

Les comptes consolidés résumés du Groupe au 30 juin 2011 ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration qui les a arrêtés en date du 28 juillet 2011.

Les données comparatives présentées dans l'annexe aux comptes consolidés au titre du 1^{er} semestre 2010 ou au 31 décembre 2010 sont retraitées de l'application de la norme IFRS 5 (cession de la participation du Groupe dans EnBW) et du changement de présentation des activités d'optimisation de SPE (voir note 2).

L'exercice 2010 a par ailleurs été marqué par trois opérations majeures relatives au périmètre d'activité du Groupe qui, au même titre que les changements de méthodes comptables ou de présentation, affectent la comparabilité des exercices 2010 et 2011 :

- la cession des réseaux régulés et non régulés de distribution d'électricité britanniques le 29 octobre 2010 ;
- la cession d'EnBW, approuvée par le Conseil d'administration réuni le 6 décembre 2010 et finalisée le 17 février 2011 et,
- la consolidation par mise en équivalence de RTE EDF Transport à compter du 31 décembre 2010.

Les conséquences de ces opérations sur la comparabilité des comptes consolidés résumés au 30 juin 2011 sont identiques à celles décrites dans l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2010.

1 Principales règles et méthodes comptables du Groupe

1.1 Déclaration de conformité et référentiel comptable du Groupe

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes internationales, les comptes consolidés résumés du semestre clos le 30 juin 2011 du groupe EDF sont préparés sur la base des règles de présentation, de reconnaissance et d'évaluation des normes comptables internationales telles que publiées par l'IASB et approuvées par l'Union européenne au 30 juin 2011. Ces normes internationales comprennent les normes IAS (International Accounting Standards), IFRS (International Financial Reporting Standards), et les interprétations (SIC et IFRIC).

Les comptes consolidés résumés sont établis conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire et sur la base des normes comptables internationales IAS/IFRS connues au 30 juin 2011 et telles qu'elles devraient être applicables de manière obligatoire à la clôture de l'exercice 2011. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets. A ce titre, ils doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés au 31 décembre 2010 et par référence au résumé des principales méthodes comptables et d'évaluation décrites dans la note 1 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2010.

1.2 Principes comptables du 1^{er} semestre 2011

Les méthodes comptables et règles d'évaluation appliquées par le Groupe dans les comptes consolidés intermédiaires sont identiques à celles utilisées dans les états financiers au 31 décembre 2010 à l'exception des méthodes d'évaluation spécifiques aux arrêts intermédiaires décrites en note 1.3 et des normes adoptées par l'Union européenne en 2009 et 2010 et dont l'application est obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2011.

En effet, les textes suivants adoptés par l'Union européenne sont d'application obligatoire à partir du 1^{er} janvier 2011 :

- IAS 24 « Information relative aux parties liées » révisée ;
- IFRIC 19 « Extinction de passifs financiers au moyen d'instruments de capitaux propres » ;
- Amendement « Classement des émissions de droits » à IAS 32 « Instruments financiers : présentation » ;
- Amendements « Exemption limitée à la présentation d'informations comparatives relatives à IFRS 7 par les premiers adoptants » à IFRS 1 ;
- Amendements « Paiements anticipés des exigences de financement minimal » à IFRIC 14 ;
- Améliorations annuelles (2008-2010) des IFRS.

Le groupe EDF n'a pas constaté d'impact significatif sur ses comptes consolidés du fait de la mise en œuvre de ces normes, interprétations et amendements.

Par ailleurs, le Groupe n'a pas appliqué de norme, interprétation ou amendement par anticipation.

1.3 Méthodes d'évaluation spécifiques aux arrêts intermédiaires

Les méthodes d'évaluation spécifiques aux arrêts intermédiaires sont les suivantes :

1.3.1 Avantages du personnel

Le montant de l'engagement au titre des avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme au 30 juin 2011 a été calculé en projetant sur un semestre l'engagement au 31 décembre 2010, compte tenu des prestations versées et des mouvements sur les actifs de couverture.

Les hypothèses actuarielles entrant dans le calcul des engagements pour avantages au personnel ne sont pas modifiées pour les arrêts intermédiaires par rapport à celles utilisées lors des clôtures annuelles, sauf si des évolutions significatives intervenaient sur certains paramètres.

1.3.2 Impôts sur les résultats

La charge d'impôt (exigible et différée) sur le résultat de la période intermédiaire est en général calculée en appliquant au résultat comptable des sociétés intégrées avant impôt la dernière estimation connue du taux effectif d'impôt de l'exercice pour chaque entité ou groupe fiscal.

1.3.3 Quotas d'émission de gaz à effet de serre

Lorsque les estimations d'émissions de l'exercice pour une entité du Groupe sont supérieures aux quotas attribués pour l'exercice sous déduction éventuelle des transactions effectuées au comptant ou à terme, une provision est constituée pour couvrir l'excédent d'émissions ainsi déterminé. Dans le cadre de l'arrêt intermédiaire, la quantité à provisionner est calculée au prorata des émissions du semestre. La provision est évaluée au coût d'acquisition à due concurrence des quotas acquis au comptant ou à terme et, pour le solde, par référence au prix de marché.

1.4 Jugements et estimations de la Direction

L'établissement des états financiers nécessite le recours à des jugements, estimations et hypothèses pour la détermination de la valeur des actifs et des passifs, des produits et charges de la période ainsi que pour l'évaluation des aléas positifs et négatifs à la date de clôture. En fonction de l'évolution des hypothèses considérées ou de conditions économiques différentes de celles existantes en date de clôture, les montants qui figureront dans les futurs états financiers du Groupe pourraient différer des estimations actuelles.

Les principales méthodes comptables sensibles au titre desquelles le Groupe a recours à des estimations et jugements sont identiques à celles décrites en note 1.3.2 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2010.

1.5 Saisonnalité de l'activité

Les chiffres d'affaires et excédents bruts d'exploitation intermédiaires dégagés sont caractérisés par une forte saisonnalité sur l'année civile principalement en France. Les variations observées sont notamment liées aux conditions climatiques et à la structure tarifaire de la période.

Pour illustration, les chiffres d'affaires et excédents bruts d'exploitation au titre des premier et second semestres 2010 ainsi que ceux de l'exercice 2010 sont présentés ci-dessous :

(en millions d'euros)	S1 2010 ⁽¹⁾	S2 2010 ⁽¹⁾	2010 ⁽¹⁾
Chiffre d'affaires	33 538	31 782	65 320
Excédent brut d'exploitation	9 557	7 066	16 623

(1) Les données publiées au titre de 2010 ont été retraitées de l'impact lié à l'application de la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » et du changement de présentation des activités d'optimisation de SPE.

2 Comparabilité des exercices

2.1 IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées »

Les impacts de l'application d'IFRS 5 aux états financiers 2010 sont liés à la cession de la participation du Groupe dans EnBW.

En application de la norme IFRS 5, le résultat net des activités en cours de cession est présenté sur une ligne distincte du compte de résultat pour les exercices présentés. Au niveau du tableau de flux de trésorerie, la variation nette de trésorerie des activités en cours de cession est inscrite sur une ligne distincte du tableau de flux de trésorerie pour les exercices présentés.

2.2 Présentation des activités d'optimisation d'achats et ventes d'énergie de SPE

SPE a enregistré les achats d'énergie dans le cadre de ses activités d'optimisation en diminution de son chiffre d'affaires au cours de l'exercice 2010. Afin de se conformer aux règles de présentation du Groupe, les achats d'énergie réalisés dans le cadre de cette activité ne sont plus enregistrés en diminution du chiffre d'affaires à compter de 2011 et pour les exercices comparatifs présentés. Ce changement a pour effet d'augmenter le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2010 de 71 millions d'euros et la charge relative aux achats de combustible et d'énergie du même montant (sans impact sur l'excédent brut d'exploitation et le résultat net).

2.3 Impact sur le compte de résultat du 1^{er} semestre 2010

(en millions d'euros)	S1 2010 publié	Impacts IFRS 5	Impacts Optimisation SPE	S1 2010 retraité
Chiffre d'affaires	37 513	(4 046)	71	33 538
Achats de combustible et d'énergie	(15 743)	2 541	(71)	(13 273)
Autres consommations externes	(5 170)	436	-	(4 734)
Charges de personnel	(6 082)	375	-	(5 707)
Impôts et taxes	(1 708)	6	-	(1 702)
Autres produits et charges opérationnels	1 828	(128)	-	1 700
Prolongation du TaRTAM – Loi du 7 juin 2010	(265)	-	-	(265)
Excédent brut d'exploitation	10 373	(816)	-	9 557
Variations nettes de juste valeur sur instruments dérivés Energie et Matières Premières hors activités de trading	58	3	-	61
Dotations aux amortissements	(3 824)	203	-	(3 621)
Dotations nettes aux provisions pour renouvellement des immobilisations en concession	(251)	-	-	(251)
(Pertes de valeur) / reprises	(7)	6	-	(1)
Autres produits et charges d'exploitation	(1 060)	-	-	(1 060)
Résultat d'exploitation	5 289	(604)	-	4 685
Coût de l'endettement financier brut	(1 379)	84	-	(1 295)
Effet de l'actualisation	(1 690)	117	-	(1 573)
Autres produits et charges financiers	700	(59)	-	641
Résultat financier	(2 369)	142	-	(2 227)
Résultat avant impôts des sociétés intégrées	2 920	(462)	-	2 458
Impôts sur les résultats	(1 241)	130	-	(1 111)
Quote-part de résultat net des entreprises associées	147	(54)	-	93
Résultat net des activités en cours de cession	-	386	-	386
Résultat net consolidé	1 826	-	-	1 826
Dont				
Résultat net des activités poursuivies	1 659	(367)	-	1 292
Résultat net des activités en cours de cession	-	367	-	367
Résultat net part du Groupe	1 659	-	-	1 659
Résultat net des activités poursuivies	167	(19)	-	148
Résultat net des activités en cours de cession	-	19	-	19
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	167	-	-	167

2.4 Impact sur le tableau de flux de trésorerie du 1^{er} semestre 2010

(en millions d'euros)	S1 2010 publié	Impacts IFRS 5	S1 2010 retraité
Opérations d'exploitation :			
Résultat avant impôt des sociétés intégrées	2 920	(462)	2 458
Pertes de valeur (reprises)	7	(6)	1
Amortissements, provisions et variations de juste valeur	5 490	(283)	5 207
Produits et charges financiers	882	(19)	863
Dividendes reçus des entreprises associées	94	(36)	58
Plus ou moins-values de cession	(71)	72	1
Variation du besoin en fonds de roulement	783	53	836
Flux de trésorerie nets générés par l'exploitation	10 105	(681)	9 424
Frais financiers nets décaissés	(1 129)	5	(1 124)
Impôts sur le résultat payés	(1 177)	42	(1 135)
Flux de trésorerie nets générés par les activités opérationnelles	7 799	(634)	7 165
Opérations d'investissement :			
Acquisitions / cessions de sociétés sous déduction de la trésorerie (acquise / cédée)	357	(220)	137
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(5 993)	265	(5 728)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	90	(13)	77
Variations d'actifs financiers	(3 165)	120	(3 045)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement	(8 711)	152	(8 559)
Opérations de financement :			
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle	(185)	-	(185)
Dividendes versés par EDF	(1 109)	-	(1 109)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	(96)	12	(84)
Achats / ventes d'actions propres	(9)	-	(9)
Flux de trésorerie avec les actionnaires	(1 399)	12	(1 387)
Emissions d'emprunts	5 559	(75)	5 484
Remboursements d'emprunts	(4 222)	68	(4 154)
Augmentation des passifs spécifiques des concessions	105	-	105
Subventions d'investissement	51	-	51
Autres flux de trésorerie liés aux activités de financement	1 493	(7)	1 486
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	94	5	99
Flux de trésorerie des activités poursuivies	(818)	(477)	(1 295)
Flux des activités en cours de cession	-	477	477
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(818)	-	(818)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture			
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	6 982	-	6 982
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(818)	-	(818)
Incidence des variations de change	182	-	182
Produits financiers sur disponibilités et équivalents de trésorerie	12	-	12
Incidence des autres reclassements	17	-	17
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	6 375	-	6 375

3 Evolutions réglementaires en France

3.1 Loi NOME

La loi NOME (Nouvelle organisation du marché de l'électricité) a été promulguée le 7 décembre 2010. Ses principaux décrets d'application ont été publiés au cours du 1^{er} semestre 2011.

Les principes essentiels de cette loi, visant à favoriser le développement de la concurrence sur le marché de l'électricité en France, sont les suivants :

- développement de la concurrence par l'accès temporaire jusqu'en 2025 des autres fournisseurs à une part de la production d'énergie nucléaire historique en base d'EDF. C'est le principe de « l'Accès Régulé à l'Electricité Nucléaire Historique » ou ARENH ;
- obligation pour chaque fournisseur de disposer de garanties directes ou indirectes de capacités d'effacement de consommation ou de production, afin d'inciter à la maîtrise de la pointe de consommation ;
- maintien du tarif bleu pour les particuliers et les professionnels avec droit de retour en cas de sortie. Le mode de calcul du tarif sera modifié à partir de 2015 pour refléter les conditions de l'ARENH ;
- suppression des tarifs jaunes et verts pour les entreprises en 2015 ;
- report de 5 ans (jusqu'au 29 juin 2016) de l'échéance de constitution des actifs dédiés, sous réserve de la satisfaction de différents critères.

Le dispositif de l'ARENH débute au 1^{er} juillet 2011. Les volumes d'énergie cédés aux concurrents dans ce cadre devront alimenter leurs clients en France. Ils ne pourront excéder 100 TWh par an, augmentés à partir d'août 2013 des quantités cédées aux gestionnaires de réseaux en compensation des pertes.

Les arrêtés fixant le prix de l'ARENH conformément à la loi NOME à 40 euros/MWh pour le 2nd semestre 2011 et 42 euros/MWh à partir du 1^{er} janvier 2012 pour le 1^{er} semestre 2012 ont été publiés en mai 2011. Ce prix initial a été établi en cohérence avec le prix moyen du TaRTAM, dispositif arrivant à échéance le 30 juin 2011.

La CRE a notifié le 15 juin à EDF les volumes d'ARENH à livrer pour la période du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012 (61,3 TWh).

Le dispositif d'obligation de capacités devrait démarrer à l'horizon 2015.

3.2 CSPE

La CSPE (Contribution aux charges de Service Public de l'Electricité) a pour objet de compenser un certain nombre de charges de service public assignées en particulier à EDF. Cette taxe est collectée directement auprès du consommateur final et s'applique à la consommation électrique.

Elle a augmenté de 3 euros/MWh au 1^{er} janvier 2011 et s'est élevée à 7,5 euros/MWh au 1^{er} semestre 2011. La Loi de finances rectificative 2011 fixe le montant de la CSPE à 9 euros/MWh jusqu'au 30 juin 2012, puis à 10,5 euros/MWh du 1^{er} juillet au 31 décembre 2012.

4 Evénements et transactions significatifs survenus au cours du 1^{er} semestre 2011

4.1 Cession de la participation dans EnBW

L'opération de cession a été finalisée le 17 février 2011. Conformément aux accords signés le 6 décembre 2010 entre les deux parties, elle s'est traduite par le versement au groupe EDF d'un montant de 4,5 milliards d'euros le 17 février 2011, en complément de l'acompte de 169 millions reçu le 16 décembre 2010. Le résultat net de cession s'élève à 263 millions d'euros (276 millions d'euros avant impôt, enregistrés en « Autres produits et charges d'exploitation »).

La cession de la participation dans EnBW a également pour conséquences :

- une modification du pourcentage d'intérêts et du contrôle du groupe EDF dans les entités Kogeneracja et Zielona Gora, portant les pourcentages de détention dans ces entités respectivement à 33,4% et 32,9% (respectivement 40,6% et 39,9% au 31 décembre 2010). Les entités Kogeneracja et Zielona Gora sont consolidées par intégration proportionnelle à compter du 17 février 2011. En application d'IAS 27 amendée,

le passage en intégration proportionnelle de ces entités a généré un résultat de déconsolidation de 28 millions d'euros ;

- une modification du pourcentage d'intérêts du groupe EDF dans l'entité ERSA (Rybnik), portant le pourcentage de détention du Groupe dans cette entité à 64,9% (79,8% au 31 décembre 2010).

Cette opération se traduit également par la disparition de l'engagement hors bilan de 2,3 milliards d'euros dans les comptes du groupe EDF au titre de l'option de vente à EDF de tout ou partie des 25% d'actions EnBW détenues par OEW.

4.2 Offre publique alternative simplifiée d'achat ou d'échange (OPAES) sur EDF Energies Nouvelles

Le groupe EDF, déjà actionnaire d'EDF Energies Nouvelles à hauteur de 50 %, a lancé le 8 avril 2011 une offre publique d'achat simplifiée alternative en numéraire ou en titres afin d'acquérir l'ensemble des actions composant le capital d'EDF Energies Nouvelles qu'il ne détient pas.

Le Conseil d'administration d'EDF, réuni le 8 avril 2011, a approuvé cette offre. L'opération est soutenue par le groupe Mouratoglou, partenaire de longue date d'EDF et actionnaire d'EDF Energies Nouvelles à hauteur de 25,1%, qui s'est engagé de manière irrévocable à apporter l'intégralité de sa participation dans EDF Energies Nouvelles, pour moitié à la branche en titres, le solde étant apporté à l'offre en numéraire.

Suite à la clôture de l'offre intervenue le 16 juin 2011, le Groupe a acquis les titres apportés pour un montant de 1 351 millions d'euros, portant sa participation dans EDF Energies Nouvelles à 96,71%. Ce montant se compose de :

- 33,7% soit 1 045 millions d'euros relatifs à la part en numéraire de l'offre ;
- 13,0% soit 306 millions d'euros relatifs à la part titres.

Le 21 juillet 2011, EDF a sollicité auprès de l'AMF la mise en œuvre d'un retrait obligatoire des actions non présentées à l'offre pour un prix de 40 euros par action. En parallèle, un contrat de liquidité a été mis en place, pour permettre le rachat par EDF des actions relevant des plans accordés aux salariés. De ce fait, une dette de 94 millions euros représentative de ces engagements de rachat est comptabilisée dans les comptes consolidés du Groupe.

Par ailleurs, des achats d'actions propres ont été réalisés dans la perspective de neutraliser l'effet dilutif de l'opération sur le pourcentage de contrôle des actionnaires d'EDF. Cette neutralisation interviendra après l'acquisition de l'ensemble des actions permettant de couvrir la branche titres de l'OPAES et la finalisation de l'opération de réduction de capital par annulation d'actions propres.

En application d'IAS 27 amendée, l'opération est considérée comme une transaction avec les actionnaires minoritaires. Elle se traduit dans les comptes consolidés par une diminution des capitaux propres – part du Groupe de 688 millions d'euros, correspondant à la différence entre le prix d'acquisition et la valeur nette comptable des intérêts minoritaires acquis. Suite à l'opération, EDF Energies Nouvelles reste consolidée par intégration globale avec un pourcentage de détention s'élevant à 100% à compter du 29 juin 2011.

4.3 Provision pour risques enregistrée au 31 décembre 2010 concernant les activités du Groupe en Italie

Au 31 décembre 2010, différents indicateurs et incertitudes avaient conduit le Groupe à constater une provision pour risques de 750 millions d'euros sur le secteur Italie, enregistrée en résultat de la période en « Autres produits et charges d'exploitation ».

Les comptes du groupe EDF au 30 juin 2011 tiennent compte des pertes de valeur et provisions pour risques intégrées dans les comptes de l'exercice 2010 (arrêtés en mars 2011) et du 1^{er} semestre 2011 d'Edison et de TDE via une affectation à hauteur de 504 millions d'euros de la provision pour risques enregistrée au 31 décembre 2010.

Une affectation complète de la provision relative aux activités du Groupe en Italie sera réalisée au 31 décembre 2011.

4.4 Accident nucléaire survenu dans la centrale de Fukushima au Japon

L'accident nucléaire survenu dans la centrale de Fukushima suite au tremblement de terre et au tsunami du 11 mars 2011 au Japon a conduit les autorités administratives des différents pays où le Groupe est présent à réagir à la fois sur les centrales en exploitation et sur les projets de nouvelles centrales.

Les centrales nucléaires opérées par le groupe EDF sont en conformité avec les référentiels de sûreté édictés par les autorités administratives en charge dans les différents pays où elles sont implantées. En outre, lors des visites périodiques (Visites Décennales ou autres), ce référentiel est rehaussé de telle sorte qu'il soit conforme aux meilleures pratiques actuelles en vigueur et les investissements nécessaires pour atteindre le niveau attendu sont effectués.

Le retour d'expérience lié à l'accident nucléaire au Japon a conduit les autorités administratives en charge du nucléaire dans les différents pays où le Groupe opère, à mener des inspections qui pourraient conduire à rehausser le référentiel de sûreté nécessaire à la poursuite des activités sans pour autant qu'il soit possible d'en mesurer à ce stade les conséquences économiques.

5 Evolutions du périmètre de consolidation

Hormis les évolutions liées aux opérations de cession de la participation dans EnBW et de montée au capital d'EDF Energies Nouvelles (décrites en note 4), il n'y a pas eu d'autre variation de périmètre significative sur le 1^{er} semestre 2011.

6 Information sectorielle

L'information sectorielle est présentée conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels ». Les données sectorielles s'entendent avant retraitements de consolidation et ajustements inter-secteurs. Les transactions entre secteurs sont réalisées aux prix de marché.

Conformément aux dispositions de cette norme, la ventilation retenue par le groupe EDF correspond aux secteurs opérationnels tels qu'ils sont régulièrement examinés par le Comité exécutif. Les secteurs retenus par le Groupe sont inchangés par rapport à ceux décrits en note 6.1 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2010.

6.1 Au 30 juin 2011

(en millions d'euros)	France	Royaume-Uni	Italie	Autre international	Autres activités	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires externe	19 495	4 390	3 052	3 800	2 727	-	33 464
Chiffre d'affaires inter-secteurs	249	-	-	73	314	(636)	-
CHIFFRE D'AFFAIRES	19 744	4 390	3 052	3 873	3 041	(636)	33 464
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	5 688	1 172	218	638	900	-	8 616
RESULTAT D'EXPLOITATION	3 520	709	(30)	620	437	-	5 256

6.2 Au 30 juin 2010

(en millions d'euros)	France	Royaume-Uni	Italie	Autre international	Autres activités	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires externe	18 965	5 640	2 766	3 530	2 637	-	33 538
Chiffre d'affaires inter-secteurs	269	4	-	94	296	(663)	-
CHIFFRE D'AFFAIRES	19 234	5 644	2 766	3 624	2 933	(663)	33 538
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	6 031	1 601	365	602	958	-	9 557
RESULTAT D'EXPLOITATION	3 672	802	147	(633)	697	-	4 685

7 Excédent brut d'exploitation

(en millions d'euros)	S1 2011	S1 2010
Ventes d'énergies et de services liés à l'énergie	30 918	30 929
Autres ventes de biens et de services	2 068	2 166
Trading	478	443
Chiffre d'affaires	33 464	33 538
Achats de combustible et d'énergie	(14 964)	(13 273)
Autres consommations externes	(4 483)	(4 734)
Charges de personnel	(5 479)	(5 707)
Impôts et taxes	(1 511)	(1 702)
Autres produits et charges opérationnels	7.1 1 589	1 700
Prolongation du TaRTAM – Loi du 7 juin 2010	7.2 -	(265)
Excédent brut d'exploitation	8 616	9 557

Les variations observées s'expliquent principalement par des effets de périmètre intervenus au 2nd semestre 2010 (cession des activités de réseaux au Royaume-Uni et passage en mise en équivalence de RTE EDF Transport).

7.1 Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels comprennent la « Contribution aux charges de Service Public de l'Electricité » (CSPE) instaurée par la loi du 3 janvier 2003. Cette contribution est due par le consommateur final (éligible ou non) et est recouvrée par les opérateurs de réseau ou les fournisseurs d'électricité qui procèdent à sa liquidation.

Le mécanisme de la CSPE se traduit par la comptabilisation dans les comptes consolidés d'un produit de 1 721 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011 (1 399 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010).

Sur le 1^{er} semestre 2011, les autres produits et charges opérationnels intègrent également :

- à hauteur de 201 millions d'euros, les reprises de juste valeur négative sur les contrats de vente de British Energy comptabilisés en date d'acquisition du 5 janvier 2009 au fur et à mesure de leur dénouement (266 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2010) ;
- une charge nette de (118) millions d'euros relative au mécanisme de compensation TaRTAM, résultant à hauteur de (170) millions d'euros de l'arrêté du 4 juillet 2011 publié suite à une ré-estimation du coût par la Commission de Régulation de l'Energie, sur la base des informations communiquées par les fournisseurs concernés. Le solde de 52 millions d'euros correspond à la reprise des provisions résiduelles existant à ce titre.

7.2 Prolongation du TaRTAM – Loi du 7 juin 2010

Une charge de 265 millions d'euros a été enregistrée sur une ligne spécifique dans les comptes consolidés au 30 juin 2010 au titre de la contribution d'EDF à la compensation des fournisseurs d'électricité sur le 2nd semestre 2010 suite à la prolongation du dispositif TaRTAM jusqu'au 31 décembre 2010.

8 Pertes de valeurs

Les pertes de valeurs s'élèvent à (269) millions d'euros au 1^{er} semestre 2011, dont (174) millions d'euros relatifs aux activités en Italie et en Espagne du groupe Dalkia et (60) millions d'euros relatifs à des actifs de production d'Edison.

9 Autres produits et charges d'exploitation

Les autres produits et charges d'exploitation du 1^{er} semestre 2011 correspondent à la plus-value liée à l'opération de cession d'EnBW pour 276 millions d'euros (voir note 4.1).

Les autres produits et charges d'exploitation du 1^{er} semestre 2010 correspondent à une charge de 1 060 millions d'euros liée aux activités du Groupe aux Etats-Unis.

10 Résultat financier

10.1 Effet de l'actualisation

L'effet de l'actualisation concerne principalement les provisions pour aval du cycle nucléaire, pour déconstruction et pour dépréciation des derniers cœurs ainsi que les provisions pour avantages du personnel à long terme et postérieurs à l'emploi.

La décomposition de cette charge est présentée ci-après :

(en millions d'euros)	S1 2011	S1 2010
Provisions pour avantages postérieurs à l'emploi et pour avantages à long terme	(670)	(728)
Provisions pour aval du cycle nucléaire, déconstruction et derniers cœurs	(775)	(757)
Autres provisions et avances	(79)	(88)
Effet de l'actualisation	(1 524)	(1 573)

11 Impôts sur les résultats

Les impôts sur les résultats s'élèvent à (977) millions d'euros au 1^{er} semestre 2011, correspondant à un taux effectif d'impôt de 28,4 % (charge de (1 111) millions d'euros correspondant à un taux effectif d'impôt de 45,2 % au 1^{er} semestre 2010). Ils résultent de l'application du taux effectif d'impôt prévisionnel pour l'exercice 2011 au résultat avant impôt au 30 juin 2011.

Le taux effectif d'impôt observé sur le 1^{er} semestre 2010 était affecté à la hausse par la provision relative aux activités du Groupe aux Etats-Unis. Retraité de cet élément, le taux effectif d'impôt du 1^{er} semestre 2010 s'établit à 31,6%.

12 Goodwill

Les différentes composantes constituant les goodwill des sociétés intégrées sont les suivantes :

(en millions d'euros)	30.06.2011	31.12.2010
Valeur nette comptable à l'ouverture	12 028	13 526
Acquisitions	10	200
Cessions	(5)	(116)
Pertes de valeur	(140)	(274)
Différences de conversion	(374)	306
Autres mouvements ⁽¹⁾	(348)	(1 614)
Valeur nette comptable à la clôture	11 171	12 028
Valeur brute à la clôture	12 784	13 140
Cumul des pertes de valeur à la clôture	(1 613)	(1 112)

(1) Dont (361) de pertes de valeur sur goodwill Edison suite à l'affectation partielle de la provision pour risques dotée en 2010 sur le secteur Italie.

Les variations observées sur le 1^{er} semestre 2011 sont liées à des dépréciations pour (501) millions d'euros (principalement sur Edison et Dalkia) et aux effets de conversion pour (374) millions d'euros, notamment du fait de l'appréciation de la livre sterling par rapport à l'euro.

13 Immobilisations

(en millions d'euros)	30.06.2011	31.12.2010
Immobilisations	43 303	42 836
Immobilisations en cours	1 161	1 069
Immobilisations en concessions de distribution publique d'électricité en France	44 464	43 905
Immobilisations	5 358	5 432
Immobilisations en cours	685	595
Immobilisations en concessions des autres activités	6 043	6 027
Immobilisations de production	45 158	46 730
Immobilisations en cours	11 240	10 101
Immobilisations financées par location-financement	428	437
Immobilisations de production et autres immobilisations corporelles du domaine propre	56 826	57 268

La valeur nette des immobilisations hors immobilisations en cours et financées par location-financement se répartit comme suit :

(en millions d'euros)	Immobilisations en concessions de distribution publique d'électricité en France ⁽¹⁾	Immobilisations en concessions des autres activités	Immobilisations de production et autres immobilisations corporelles du domaine propre ⁽²⁾
Valeur brute au 30.06.2011	75 802	12 290	100 079
Amortissements et pertes de valeur au 30.06.2011	(32 499)	(6 932)	(54 921)
Valeur nette au 30.06.2011	43 303	5 358	45 158
Valeur nette au 31.12.2010	42 836	5 432	46 730

(1) Les actifs de réseaux représentent l'essentiel des montants : 70 620 millions d'euros en valeur brute et 41 329 millions d'euros en valeur nette au 30 juin 2011 (69 445 millions d'euros en valeur brute et 40 864 millions d'euros en valeur nette au 31 décembre 2010).

(2) La valeur nette des immobilisations de production et autres immobilisations corporelles du domaine propre se répartit comme suit :

(en millions d'euros)	Terrains et constructions	Installations production nucléaire	Installations production thermique et hydraulique	Réseaux	Autres installations, matériels, outillages et autres immobilisations	Total
Valeurs nettes au 30.06.2011	5 223	26 570	6 206	370	6 789	45 158
Valeurs nettes au 31.12.2010	5 304	27 639	6 585	411	6 791	46 730

14 Participations dans les entreprises associées

(en millions d'euros)	Activité principale (1)	30.06.2011			31.12.2010	
		Quote-part d'intérêts dans le capital	Quote-part de capitaux propres	Dont quote-part de résultat	Quote-part de capitaux propres	Dont quote-part de résultat
		%				
RTE EDF Transport	T	100,00	4 658	185	4 649	-
Alpiq	P	25,00	1 785	36	1 746	107
Taishan Nuclear Power JV Co	P	30,00	578	-	541	-
Dalkia Holding	S	34,00	435	15	470	24
Nam Theun Power Company	P	40,00	136	13	133	29
Autres participations dans les entreprises associées			311	10	315	(26)
Total			7 903	259	7 854	134

(1) S= services, P= production, D= distribution, T= transport.

14.1 RTE EDF Transport

14.1.1 Eléments financiers de RTE EDF Transport

Les principaux indicateurs financiers de RTE EDF Transport sur le 1^{er} semestre 2011 sont les suivants :

(en millions d'euros)	
Excédent brut d'exploitation	740
Résultat net	185
Capitaux propres au 30 juin 2011	4 658
Total bilan au 30 juin 2011	14 497
Endettement financier net au 30 juin 2011	6 083

14.1.2 Opérations entre le groupe EDF et RTE EDF Transport

Au 30 juin 2011, les principales transactions entre le groupe EDF et RTE EDF Transport sont les suivantes.

Chiffre d'affaires

ERDF fait appel au réseau Haute et Très Haute Tension de RTE EDF Transport pour acheminer l'énergie des lieux de production vers le réseau de distribution. Sur le 1^{er} semestre 2011, cette prestation de transport représente un chiffre d'affaires réalisé par RTE EDF Transport avec ERDF de 1 566 millions d'euros.

Par ailleurs, dans le cadre de sa mission de préservation de l'équilibre du système électrique, RTE EDF Transport a réalisé au cours du 1^{er} semestre 2011 :

- des achats et des ventes d'énergie auprès d'EDF pour respectivement 98 millions d'euros et 170 millions d'euros ;
- des achats de service systèmes à EDF pour un montant de 145 millions d'euros.

Autres opérations

Le groupe EDF participe au financement de RTE EDF Transport via des prêts pour un montant total de 1 422 millions d'euros au 30 juin 2011 (1 914 millions d'euros au 31 décembre 2010). Les charges d'intérêts enregistrées par RTE EDF Transport au titre de ces prêts s'élèvent à 42 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2011.

Par ailleurs, RTE EDF Transport est intégrée fiscalement avec EDF dans le cadre de la convention fiscale conclue entre les deux sociétés.

15 Actifs financiers courants et non courants

15.1 Répartition courant / non courant des actifs financiers

La répartition courant / non courant des actifs financiers se présente comme suit :

(en millions d'euros)	30.06.2011			31.12.2010		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
Actifs financiers à la juste valeur avec variations de juste valeur en résultat	4 518	14	4 532	4 534	13	4 547
Actifs financiers disponibles à la vente	11 193	15 091	26 284	9 748	15 287	25 035
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	3	23	26	2	23	25
Juste valeur positive des dérivés de couverture	1 213	1 175	2 388	1 401	1 180	2 581
Prêts et créances financières	996	8 084	9 080	1 103	8 418	9 521
Actifs financiers courants et non courants⁽¹⁾	17 923	24 387	42 310	16 788	24 921	41 709

(1) Nets de dépréciation pour 709 millions d'euros au 30 juin 2011 (726 millions d'euros au 31 décembre 2010).

Les principales variations sont analysées dans les notes ci-après.

15.2 Détail des actifs financiers

15.2.1 Actifs financiers à la juste valeur avec variation de juste valeur en résultat

(en millions d'euros)	30.06.2011	31.12.2010
Juste valeur positive des dérivés de transaction	4 515	4 530
Juste valeur des actifs financiers détenus à des fins de transaction	5	5
Actifs financiers à la juste valeur en résultat sur option	12	12
Actifs financiers à la juste valeur avec variation de juste valeur en résultat	4 532	4 547

15.2.2 Actifs financiers disponibles à la vente

(en millions d'euros)	30.06.2011			31.12.2010		
	Actions ⁽¹⁾	Titres de dettes	Total	Actions ⁽¹⁾	Titres de dettes	Total
Actifs dédiés d'EDF	6 575	6 879	13 454	6 820	6 685	13 505
Actifs liquides	1 936	8 684	10 620	4 930	4 355	9 285
Autres titres	2 134	76	2 210	2 172	73	2 245
Actifs financiers disponibles à la vente	10 645	15 639	26 284	13 922	11 113	25 035

(1) Actions ou OPCVM.

Les principales variations des actifs financiers disponibles à la vente concernent les acquisitions pour 6 784 millions d'euros et les cessions pour (5 334) millions d'euros.

15.2.2.1 Actifs liquides

Au sein de ce poste, les OPCVM monétaires d'EDF représentent 1 906 millions d'euros (4 842 millions d'euros au 31 décembre 2010).

15.2.2.2 Autres titres

Au 30 juin 2011, les autres titres se composent notamment :

- chez CENG, de 502 millions d'euros d'actifs disponibles à la vente liés au « decommissioning trust funds »

- (fonds réservés au financement de la déconstruction des centrales) ;
- chez EDF Inc., de titres CEG pour 363 millions d'euros ;
 - chez EDF, de titres AREVA pour 221 millions d'euros et Veolia pour 400 millions d'euros.

16 Autres débiteurs

Les « Autres débiteurs » comprennent la Contribution aux charges de Service Public de l'Electricité (CSPE) d'EDF pour un montant de 3 263 millions d'euros au 30 juin 2011 (2 812 millions d'euros au 31 décembre 2010).

17 Actifs et passifs détenus en vue de leur vente

La variation des actifs et passifs détenus en vue de leur vente au 30 juin 2011 est liée principalement à la finalisation de la cession d'EnBW (17 857 millions d'euros d'actifs et 12 862 millions d'euros de passifs enregistrés au 31 décembre 2010).

18 Capitaux propres

18.1 Capital social

Le capital social d'EDF s'élève à 930 406 055 euros, divisé en 1 860 812 110 actions entièrement souscrites et libérées d'une valeur nominale de 0,5 euro chacune (924 433 331 euros, divisé en 1 848 866 662 actions au 31 décembre 2010).

Une augmentation de capital de 306 millions d'euros - correspondant à 11 945 448 actions EDF - a été réalisée le 24 juin 2011 dans le cadre de l'offre publique alternative simplifiée d'achat ou d'échange sur EDF Energies Nouvelles (voir note 4.2).

Dans le même temps, des actions EDF sont rachetées sur le marché par le Groupe (voir note 18.2 – Actions propres) afin de neutraliser l'effet dilutif de l'opération sur le pourcentage de contrôle des actionnaires d'EDF. Cette neutralisation interviendra après une opération de réduction de capital par annulation d'actions propres, qui devra intervenir au plus tard dans un délai de 24 mois.

18.2 Actions propres

Dans le cadre du programme de rachat d'actions qui a fait l'objet d'un contrat de liquidité conforme aux dispositions prévues par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), 1 959 543 actions ont été achetées au cours du 1^{er} semestre 2011 pour un montant total de 56 millions d'euros et 1 707 508 actions ont été vendues pour un montant total de 51 millions d'euros.

Sur cette même période, 8 957 873 actions propres ont été acquises pour un montant de 247 millions d'euros dans le cadre de l'offre publique alternative simplifiée d'achat ou d'échange sur EDF Energies Nouvelles (voir notes 4.2 et 18.1).

Au 30 juin 2011, les actions propres enregistrées en diminution des capitaux propres consolidés s'élèvent ainsi au total à 271 millions d'euros.

18.3 Distributions de dividendes

L'Assemblée générale des actionnaires du 24 mai 2011 a voté une distribution de dividende au titre de l'exercice 2010 de 1,15 euro par action en circulation. Compte tenu de l'acompte de 0,57 euro par action mis en paiement le 17 décembre 2010, le solde de 0,58 euro par action a été mis en paiement le 6 juin 2011 pour un montant de 1 068 millions d'euros.

18.4 Variations de juste valeur des instruments financiers

18.4.1 Actifs financiers disponibles à la vente

Les variations de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente enregistrées en capitaux propres part du Groupe sur la période s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)	30.06.2011		30.06.2010	
	Variations brutes de juste valeur reconnues en capitaux propres ⁽¹⁾	Variations brutes de juste valeur transférées en résultat ⁽²⁾	Variations brutes de juste valeur reconnues en capitaux propres ⁽¹⁾	Variations brutes de juste valeur transférées en résultat ⁽²⁾
Actifs dédiés d'EDF	(145)	25	165	85
Actifs liquides	25	22	(15)	(15)
Autres titres	(52)	147	(121)	5
Actifs financiers disponibles à la vente	(172)	194	29	75

(1) + / () : augmentation / (diminution) des capitaux propres part du Groupe.

(2) + / () : augmentation / (diminution) du résultat

Les variations brutes de juste valeur sur le 1^{er} semestre 2011 concernent principalement :

- EDF pour (306) millions d'euros, dont (170) millions d'euros au titre des actifs dédiés
- EDF Inc pour 69 millions d'euros
- CENG pour 17 millions d'euros

Les variations brutes de juste valeur sur le 1^{er} semestre 2010 concernent principalement :

- EDF pour 82 millions d'euros, dont 80 millions d'euros au titre des actifs dédiés
- EDF Inc pour (38) millions d'euros
- CENG pour (19) millions d'euros

Pour EDF, aucune perte de valeur significative n'a été enregistrée sur le 1^{er} semestre 2010.

18.4.2 Instruments financiers de couverture

Les variations de juste valeur des instruments financiers de couverture enregistrées en capitaux propres part du Groupe sur la période s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)	30.06.2011			30.06.2010		
	Variations brutes de juste valeur reconnues en capitaux propres ⁽¹⁾	Variations brutes de juste valeur transférées en résultat Recyclage ⁽²⁾	Variations brutes de juste valeur transférées en résultat Inefficacité	Variations brutes de juste valeur reconnues en capitaux propres ⁽¹⁾	Variations brutes de juste valeur transférées en résultat ⁽²⁾	Variations brutes de juste valeur transférées en résultat Inefficacité
Couverture de taux	(21)	-	-	(75)	-	(3)
Couverture de change	(375)	(199)	3	1 288	700	-
Couverture d'investissement net à l'étranger	740	-	-	(1 840)	-	-
Couverture de matières premières	(214)	(109)	-	179	(718)	1
Instruments financiers de couverture	130	(308)	3	(448)	(18)	(2)

(1) + / () : augmentation / (diminution) des capitaux propres part du Groupe.

(2) + / () : augmentation / (diminution) du résultat

19 Provisions

19.1 Répartition courant / non courant des provisions

La répartition entre la part courante et la part non courante des provisions se présente comme suit :

(en millions d'euros)	30.06.2011			31.12.2010		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
Provisions pour aval du cycle nucléaire	1 048	16 964	18 012	1 020	17 000	18 020
Provisions pour déconstruction et derniers cœurs	274	19 626	19 900	301	19 383	19 684
Provisions pour avantages du personnel	876	11 964	12 840	819	11 745	12 564
Autres provisions	1 705	1 399	3 104	2 870	1 337	4 207
PROVISIONS	3 903	49 953	53 856	5 010	49 465	54 475

19.2 Provisions pour aval du cycle nucléaire, pour déconstruction et derniers cœurs

L'évaluation des provisions pour aval du cycle du combustible nucléaire, pour déconstruction des centrales nucléaires et pour derniers cœurs est sensible aux hypothèses de coûts, de taux d'inflation et de taux d'actualisation à long terme ainsi qu'aux échéanciers de décaissements. Une ré-estimation est effectuée à chaque arrêté des comptes afin de s'assurer que les montants provisionnés constituent la meilleure estimation des coûts qui seront finalement supportés par le Groupe. Si ces ré-estimations conduisaient à constater des écarts significatifs, elles pourraient justifier la révision des montants provisionnés.

Sur le 1^{er} semestre 2011, les variations des provisions pour aval du cycle nucléaire, pour déconstruction et derniers cœurs se répartissent comme suit :

(en millions d'euros)	31.12.2010	Augmentations	Diminutions		Variations de périmètre	Autres variations	30.06.2011
			Provisions Utilisées	Provisions excédentaires ou devenues sans objet			
Provisions pour gestion du combustible utilisé	11 024	425	(299)	(13)	-	(150)	10 987
Provisions pour gestion à long terme des déchets radioactifs	6 996	179	(143)	(8)	-	1	7 025
Provisions pour aval du cycle nucléaire	18 020	604	(442)	(21)	-	(149)	18 012
Provisions pour déconstruction des centrales nucléaires	15 739	304	(130)	-	-	25	15 938
Provisions pour déconstruction des centrales thermiques	813	20	(26)	(1)	-	1	807
Provisions pour derniers cœurs	3 132	81	-	-	-	(58)	3 155
Provisions pour déconstruction et derniers cœurs	19 684	405	(156)	(1)	-	(32)	19 900

La répartition par société est la suivante :

(en millions d'euros)	EDF	EDF Energy	CENG	Autres	Total
Provisions pour gestion du combustible usé	8 912	2 073	-	2	10 987
Provisions pour gestion à long terme des déchets radioactifs	6 534	490	-	1	7 025
Provisions pour aval du cycle nucléaire au 30.06.2011	15 446	2 563	-	3	18 012
Provisions pour aval du cycle nucléaire au 31.12.2010	15 360	2 657	-	3	18 020
Provisions pour déconstruction des centrales nucléaires	11 207	4 190	409	132	15 938
Provisions pour déconstruction des centrales thermiques	467	34	-	306	807
Provisions pour derniers cœurs	1 957	1 157	41	-	3 155
Provisions pour déconstruction et derniers cœurs au 30.06.2011	13 631	5 381	450	438	19 900
Provisions pour déconstruction et derniers cœurs au 31.12.2010	13 419	5 370	470	425	19 684

19.3 Provisions pour aval du cycle nucléaire, pour déconstruction et derniers cœurs d'EDF en France

Le taux d'actualisation et la méthode de calcul pour l'évaluation des provisions sont identiques à ceux utilisés au 31 décembre 2010. Les contraintes de plafond réglementaire et les facteurs de sensibilité des provisions aux hypothèses retenues restent également identiques.

Les charges correspondantes sont évaluées aux conditions économiques de fin juin 2011 et réparties selon un échéancier prévisionnel de décaissements et provisionnées en valeur actualisée (avec un taux d'inflation de 2 % et un taux d'actualisation de 5 %) :

(en millions d'euros)	30.06.2011		31.12.2010	
	Montants des charges aux conditions économiques de fin de période	Montants provisionnés en valeur actualisée	Montants des charges aux conditions économiques de fin d'année	Montants provisionnés en valeur actualisée
Pour gestion du combustible usé	14 476	8 912	14 386	8 852
Pour gestion à long terme des déchets radioactifs	23 237	6 534	23 017	6 508
Pour aval du cycle nucléaire	37 713	15 446	37 403	15 360
Pour déconstruction des centrales thermiques	637	467	657	482
Pour déconstruction des centrales nucléaires	21 015	11 207	20 903	11 031
Pour derniers cœurs	3 836	1 957	3 792	1 906
Pour déconstruction et derniers cœurs	25 488	13 631	25 352	13 419

Concernant la participation d'EDF aux dépenses de déconstruction des installations de traitement de La Hague ainsi que de reprise et de conditionnement des déchets anciens, le dernier versement à AREVA a été réalisé le 23 juin 2011 pour un montant de 794 millions d'euros TTC.

19.4 Avantages du personnel

19.4.1 Evolution de la période

Les variations des provisions pour avantages du personnel se répartissent comme suit :

	31.12.2010	Augmentations	Diminutions		Effet périmètre	Autres	30.06.2011
			Provisions utilisées	Provisions excédentaires ou devenues sans objet			
(en millions d'euros)							
Provisions pour avantages du personnel postérieurs à l'emploi	11 445	1 018	(695)	(1)	(2)	(46)	11 719
Provisions pour autres avantages à long terme du personnel	1 119	69	(62)	-	(4)	(1)	1 121
Provisions pour avantages du personnel	12 564	1 087	(757)	(1)	(6)	(47)	12 840

La variation des provisions depuis le 31 décembre 2010 résulte essentiellement de l'évolution des droits acquis, de l'actualisation financière du passif, des versements effectués aux fonds externalisés et des prestations versées.

Le calcul de l'engagement au 1^{er} semestre 2011 est fait à partir d'une projection des engagements calculés au 31 décembre 2010 (voir note 1.3.1). A ce titre, la sensibilité sur les engagements calculée au 30 juin 2011 est identique à celle calculée au 31 décembre 2010 : une variation de 25 points de base sur le taux d'actualisation génèrerait une variation de 3,3 % sur le montant total des engagements en France.

19.4.2 Répartition par secteur

(en millions d'euros)	France	Royaume-Uni	Italie	Autre international	Autres activités	Total
Provisions au 31.12.2010	12 092	42	51	240	139	12 564
Utilisation	(429)	(12)	-	(18)	(6)	(465)
Modification de périmètre	-	-	-	(6)	-	(6)
Dotations nettes	722	47	3	16	6	794
Ecart de conversion	-	(2)	-	(8)	-	(10)
Autres	-	(34)	(4)	-	1	(37)
Provisions au 30.06.2011	12 385	41	50	224	140	12 840

19.5 Autres provisions et passifs éventuels

19.5.1 Autres provisions

Les variations des autres provisions se répartissent comme suit :

	31.12.2010	Augmentations	Diminutions		Variations de périmètre	Autres variations	30.06.2011
			Provisions utilisées	Provisions excédentaires ou devenues sans objet			
(en millions d'euros)							
Provisions pour risques liés aux participations	194	-	-	(16)	-	-	178
Provisions pour risques fiscaux	289	3	(4)	-	-	9	297
Provisions pour litiges	506	75	(4)	(22)	-	7	562
Provisions pour contrats onéreux	1 025	27	(248)	(1)	-	(50)	753
Autres	2 193	507	(1 229)	(12)	(2)	(143)	1 314
Autres provisions	4 207	612	(1 485)	(51)	(2)	(177)	3 104

Au 30 juin 2011, les autres provisions sont essentiellement constituées par :

- les provisions pour quotas d'émission de gaz à effet de serre et certificats d'énergie renouvelable à hauteur de 432 millions d'euros ;
- la provision pour risques Italie à hauteur de 246 millions d'euros (750 millions d'euros au 31 décembre 2010 - voir note 4.3).

Par ailleurs, les provisions pour contrats onéreux intègrent l'évaluation en juste valeur :

- des contrats de vente British Energy pour 194 millions d'euros au 30 juin 2011 (402 millions d'euros au 31 décembre 2010) ;
- des contrats de vente CENG pour 453 millions d'euros au 30 juin 2011 (512 millions d'euros au 31 décembre 2010).

19.5.2 Passifs éventuels

La société Silpro (société Silicium de Provence) a été liquidée judiciairement le 4 août 2009. Le groupe EDF ENR (détenu à 50% par EDF Energies Nouvelles et à 50% par EDF Développement Environnement) avait une participation minoritaire de 30% dans cette société aux côtés du principal actionnaire Sol Holding (filiale du groupe E Concern). En date du 30 mai 2011, le liquidateur a assigné les actionnaires et les dirigeants de Silpro, de façon solidaire, au comblement de l'insuffisance d'actifs (de l'ordre de 100 millions d'euros) résultant de la liquidation de Silpro.

Compte tenu des éléments du dossier et sur la base d'opinions juridiques extérieures, le Groupe n'a pas jugé justifiée la constitution de provision.

20 Passifs spécifiques des concessions de distribution publique d'électricité en France sur biens existants et sur biens à renouveler

La variation des passifs spécifiques des concessions sur biens existants et sur biens à renouveler s'analyse comme suit au 30 juin 2011 :

(en millions d'euros)	30.06.2011	31.12.2010
Contre-valeur des biens	39 503	39 001
Financement concessionnaire non amorti	(19 054)	(18 683)
Droits sur biens existants - valeurs nettes	20 449	20 318
Amortissement financement du concédant	9 699	9 404
Provisions pour renouvellement	11 604	11 439
Droits sur biens à renouveler	21 303	20 843
Passifs spécifiques des concessions de distribution publique d'électricité en France sur biens existants et à renouveler	41 752	41 161

Les passifs spécifiques des concessions sont évalués suivant des méthodes identiques à celles exposées dans l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2010, en particulier dans la note 1.3.26 qui décrit notamment l'impact d'une méthode alternative de calcul. Celle-ci conduirait à déterminer le montant des engagements contractuels à partir de la valeur actuelle du montant à décaisser pour faire face au renouvellement des biens concédés à l'issue de leur durée de vie.

21 Passifs financiers courants et non courants

21.1 Répartition courant / non courant des passifs financiers

Les passifs financiers se répartissent entre courant et non courant de la manière suivante :

	30.06.2011			31.12.2010		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
(en millions d'euros)						
Emprunts et dettes financières	38 525	8 278	46 803	39 993	7 784	47 777
Juste valeur négative des dérivés de transaction	-	3 581	3 581	-	4 002	4 002
Juste valeur négative des dérivés de couverture	778	1 099	1 877	653	980	1 633
Passifs financiers	39 303	12 958	52 261	40 646	12 766	53 412

21.2 Emprunts et dettes financières

21.2.1 Variations des emprunts et dettes financières

	Emprunts obligataires	Emprunts auprès des établissements de crédit	Autres dettes financières	Emprunts liés aux biens reçus en location financement	Intérêts courus	Total
(en millions d'euros)						
Soldes au 31.12.2010	35 499	5 404	5 486	373	1 015	47 777
Augmentations	12	1 196	965	35	10	2 218
Diminutions	(753)	(1 204)	(152)	-	(108)	(2 217)
Mouvements de périmètre	(11)	(12)	2	-	-	(21)
Ecarts de conversion	(357)	(70)	(8)	-	(1)	(436)
Variation de juste valeur et autres variations	(303)	(10)	(206)	9	(8)	(518)
Soldes au 30.06.2011	34 087	5 304	6 087	417	908	46 803

Aucune émission significative n'a été réalisée au cours du 1^{er} semestre 2011.

21.2.2 Echéancier des emprunts et dettes financières

	Emprunts obligataires	Emprunts auprès des établissements de crédit	Autres dettes financières	Emprunts liés aux biens reçus en location financement	Intérêts courus	Total
(en millions d'euros)						
A moins d'un an	870	1 078	5 374	48	908	8 278
Entre un et cinq ans	11 114	2 149	531	167	-	13 961
A plus de cinq ans	22 103	2 077	182	202	-	24 564
Emprunts et dettes financières au 30.06.2011	34 087	5 304	6 087	417	908	46 803

21.2.3 Lignes de crédit

Le Groupe dispose de lignes de crédit auprès de différentes banques pour un montant global de 11 072 millions d'euros au 30 juin 2011 (11 085 millions d'euros au 31 décembre 2010) :

	30.06.2011			31.12.2010	
	Total	Échéances			Total
		< 1 an	1 - 5 ans	> 5 ans	
(en millions d'euros)					
Lignes de crédit confirmées	11 072	1 218	5 854	4 000	11 085

21.3 Endettement financier net

(en millions d'euros)	Notes	30.06.2011	31.12.2010
Emprunts et dettes financières	21.2.1	46 803	47 777
Dérivés de couvertures des dettes		138	49
Trésorerie et équivalents de trésorerie		(5 693)	(4 829)
Actifs liquides ⁽¹⁾	15.2.2	(10 620)	(9 285)
Prêt à RTE EDF Transport		(1 422)	(1 914)
Endettement financier net lié aux actifs destinés à être cédés		-	2 591
Endettement financier net		29 206	34 389

(1) Dont actifs financiers disponibles à la vente pour 10 620 millions au 30 juin 2011 (9 285 millions d'euros au 31 décembre 2010) - voir note 15.2.2.

La cession de la participation dans EnBW a pour conséquence une réduction de l'endettement financier net de 7,1 milliards d'euros sur le 1^{er} semestre 2011, dont 4,5 milliards d'euros correspondant à l'encaissement du prix de cession et 2,6 milliards d'euros correspondant à la déconsolidation de l'endettement financier net d'EnBW.

22 Autres créiteurs

Les éléments constitutifs des autres créiteurs se répartissent comme suit :

(en millions d'euros)	30.06.2011	31.12.2010
Avances et acomptes reçus	6 110	5 896
Dettes sur immobilisations	1 548	2 167
Dettes fiscales et sociales	6 538	6 881
Produits constatés d'avance	5 863	5 848
Autres dettes	3 958	2 847
Autres créiteurs	24 017	23 639
dont part non courante	4 961	4 965
dont part courante	19 056	18 674

Au 30 juin 2011, les produits constatés d'avance comprennent chez EDF, les avances partenaires versées dans le cadre du financement des centrales nucléaires pour 2 723 millions d'euros (2 693 millions au 31 décembre 2010). Ils intègrent également depuis 2010, l'avance versée au groupe EDF dans le cadre du contrat avec le consortium Exeltium.

23 Engagements hors bilan

23.1 Engagements donnés

Engagements donnés

(en millions d'euros)		30.06.2011	31.12.2010
Engagements donnés liés à l'exploitation	23.1.1	17 759	17 269
Engagements liés aux acquisitions de titres de participations et d'actifs	23.1.2	659	3 189
Engagements donnés liés au financement	23.1.3	4 598	4 990

Les engagements d'achats fermes et irrévocables de matières premières, d'énergie et de combustible nucléaire s'élèvent à 39 596 millions d'euros au 31 décembre 2010. Aucune variation significative n'a été constatée sur le 1^{er} semestre 2011.

23.1.1 Engagements donnés liés à l'exploitation

Au 30 juin 2011, les éléments constitutifs des engagements liés à l'exploitation sont les suivants :

(en millions d'euros)	30.06.2011	31.12.2010
Garanties de bonne exécution / bonne fin / soumission	642	801
Engagements sur commandes d'exploitation	4 715	3 992
Engagements sur commandes d'immobilisations	9 293	9 282
Autres engagements liés à l'exploitation	3 109	3 194
Engagements donnés liés à l'exploitation	17 759	17 269

23.1.2 Engagements liés aux acquisitions de titres de participations et d'actifs

Les éléments constitutifs des engagements liés aux investissements sont les suivants :

(en millions d'euros)	30.06.2011	31.12.2010
Engagements d'acquisition de titres et d'actifs	107	2 457
Autres engagements donnés liés aux investissements	552	732
Total des engagements liés aux acquisitions de titres de participations et d'actifs	659	3 189

L'opération de cession de la participation dans EnBW finalisée le 17 février 2011 se traduit par la disparition de l'engagement hors bilan de 2,3 milliards d'euros dans les comptes du groupe EDF au titre de l'option de vente à EDF de tout ou partie des 25% d'actions EnBW détenues par OEW.

Par ailleurs, suite à l'offre publique simplifiée d'achat ou d'échange sur EDF Energies Nouvelles, les engagements pris par le Groupe vis-à-vis du groupe Mouratoglou décrits en note 42.1.4.1 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2010 n'existent plus au 30 juin 2011.

23.1.3 Engagements donnés liés au financement

Les éléments constitutifs des garanties sur emprunts du Groupe au 30 juin 2011 sont les suivants :

(en millions d'euros)	30.06.2011	31.12.2010
Sûretés réelles d'actifs	4 282	4 633
Garanties sur emprunts	189	197
Autres engagements liés au financement	127	160
Engagements donnés liés au financement	4 598	4 990

23.2 Engagements reçus

Engagements reçus ⁽¹⁾

(en millions d'euros)	Notes	30.06.2011	31.12.2010
Engagements reçus liés à l'exploitation	23.2.1	4 519	3 990
Engagements reçus liés aux acquisitions de titres de participations et d'actifs	23.2.2	11	4 500
Engagements reçus liés au financement		520	689

(1) Hors lignes de crédit détaillées en note 21.2.3 et hors engagements de livraison d'électricité.

Dans le cadre de la loi NOME (voir note 3.1), la Commission de Régulation de l'Energie (CRE) a notifié à EDF le 15 juin 2011, le volume global à céder aux fournisseurs au titre de la première période de livraison allant du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012, soit 61,3 TWh représentant un montant de 2 514 millions d'euro.

23.2.1 Engagements reçus liés à l'exploitation

Les livraisons d'électricité effectuées par EDF aux opérateurs dans le cadre de la loi NOME font l'objet d'une garantie autonome à première demande. Le montant de cette garantie, toutes taxes comprises, correspond à deux fois le volume mensuel d'électricité le plus élevé de la notification de cession annuelle d'électricité de la CRE valorisé au prix de l'ARENH en vigueur.

23.2.2 Engagements reçus liés aux acquisitions de titres de participations et d'actifs

Un versement de 4,5 milliards d'euros a été reçu par le Groupe le 17 février 2011 dans le cadre de la cession de la participation dans EnBW. De ce fait, il n'y a plus d'engagement reçu à ce titre au 30 juin 2011.

24 Composition du portefeuille d'actifs dédiés d'EDF

Pour sécuriser le financement des obligations de long terme, dans le cadre de l'ouverture progressive des marchés de l'électricité, EDF met en place progressivement un portefeuille d'actifs financiers réservés au financement des engagements nucléaires de long terme, et plus précisément à la déconstruction des centrales et à la gestion à long terme des déchets radioactifs.

Les caractéristiques de ce portefeuille ainsi que ses principes de gestion et la règlementation applicable sont exposés en note 46 de l'annexe aux comptes consolidés du 31 décembre 2010.

Les actifs dédiés figurent dans les comptes consolidés d'EDF pour les montants suivants :

(en millions d'euros)	Présentation au bilan	30.06.2011	31.12.2010
Actions		6 575	6 820
Titres de dettes		6 879	6 685
Actifs dédiés – actions et titres de dettes	Actifs financiers disponibles à la vente	13 454	13 505
Dérivés de couverture de change / actions	Juste valeur des dérivés de couverture	8	(12)
Autres éléments		1	(2)
Placements diversifiés obligataires et actions		13 463	13 491
RTE EDF Transport (50% de la participation détenue par le Groupe)	Participations dans les entreprises associées	2 329	2 324
Total actifs dédiés		15 792	15 815

La dotation de trésorerie pour le 1^{er} semestre 2011 au portefeuille d'actifs dédiés s'établit à 210 millions d'euros (881 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2010).

Au 30 juin 2011, la différence entre la juste valeur et le prix de revient des placements diversifiés obligataires et actions comptabilisée en capitaux propres est positive de 574 millions d'euros avant impôt (744 millions d'euros au 31 décembre 2010).

25 Parties liées

La nature des opérations avec les parties liées n'a pas connu d'évolution significative depuis le 31 décembre 2010. En particulier, le Groupe continue à entretenir des relations significatives avec les entreprises du secteur public, notamment auprès du groupe AREVA pour la fourniture, le transport et le retraitement du combustible nucléaire et la maintenance des centrales nucléaires. Le groupe AREVA intervient également en tant que fournisseur dans la réalisation du projet EPR (European Pressurized Reactor) et contribue ainsi à la formation d'engagements sur commandes d'immobilisations.

Les transactions avec RTE EDF Transport sont présentées en note 14.1.

26 Evénements postérieurs à la clôture

26.1 EPR de Flamanville

EDF a annoncé le 20 juillet 2011 une commercialisation des premiers KWh produits par l'EPR de Flamanville en 2016 avec un coût actualisé du projet de l'ordre de 6 milliards d'euros.

Des étapes ont été franchies sur le chantier de l'EPR de Flamanville ces derniers mois (réalisation du génie civil à hauteur de 80%, démarrage du montage des tuyauteries et des matériels électriques,...). En France, Flamanville 3 est à la fois la première centrale nucléaire construite depuis 15 ans et le premier réacteur de technologie EPR. L'appréciation de l'ampleur des travaux à mener, notamment en matière de génie civil, a dû être révisée et EDF a décidé de mettre en place une nouvelle organisation avec ses partenaires.

26.2 Edison – renégociation des contrats d'approvisionnement en gaz naturel avec Promgas

Le 21 juillet 2011, Edison a finalisé avec succès la renégociation avec Promgas de ses contrats d'approvisionnement à long terme de gaz naturel russe.

L'impact de cette renégociation sur les comptes consolidés semestriels du groupe EDF correspond à un profit avant impôt de 56 millions d'euros. En pratique, ce montant sera comptabilisé dans les comptes consolidés du Groupe sur le 2nd semestre 2011.

26.3 Accord technique et commercial entre EDF et AREVA

Les présidents d'EDF et d'Areva ont signé le 25 juillet 2011 en présence du ministre Eric Besson un accord technique et commercial, qui finalise les discussions engagées après le Conseil de Politique Nucléaire réuni par le Président de la République le 21 février 2011, sur trois sujets clefs de la coopération entre EDF et AREVA :

- la poursuite de l'optimisation de l'EPR, sur la base du retour d'expérience des chantiers en cours (Olkiluoto, Flamanville, Taishan 1 et 2) ;
- l'amélioration de la maintenance et de l'exploitation du parc nucléaire existant, afin d'accroître la performance opérationnelle des réacteurs et de préparer l'allongement de leur durée d'exploitation au-delà de 40 ans ;
- la gestion du cycle du combustible, afin de qualifier de nouveaux produits combustibles et de renforcer la coopération industrielle sur le stockage des déchets radioactifs.

26.4 Dalkia signe le 26 juillet 2011 un accord préliminaire d'achat sur 85% des parts de SPEC

Dalkia a remporté la privatisation du réseau de chaleur de Varsovie, premier réseau de l'Union européenne. L'accord préliminaire d'achat porte sur 85% des parts du réseau de chauffage urbain de Varsovie SPEC pour 360 millions d'euros de valeur d'entreprise. Dalkia devrait bénéficier d'un important levier opérationnel, notamment grâce à l'optimisation des coûts fixes du réseau et des synergies qui pourront être déployées avec les activités existantes de l'entreprise en Pologne.

La transaction est soumise à l'approbation de l'Union européenne et du Conseil municipal de la ville. La clôture de l'opération est attendue pour le dernier trimestre 2011.